












CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Pièce de théâtre interactive pour prévenir le sexisme
et les violences sexuelles et sexistes**

DG24.01

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Pièce de théâtre interactive pour prévenir le sexisme et les violences sexuelles et sexistes
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	0
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	1 an
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Sans

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Type d'accord-cadre	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	4
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Durée et délais d'exécution	5
3.1 - Durée du contrat	5
3.2 - Reconduction	5
4 - Prix	5
4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	5
4.2 - Modalités de variation des prix	5
5 - Garanties Financières	5
6 - Avance	6
7 - Modalités de règlement des comptes	6
7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	6
7.2 - Présentation des demandes de paiement	6
7.4 - Paiement des cotraitants	6
7.5 - Paiement des sous-traitants	6
8 - Conditions d'exécution des prestations	6
9 - Développement durable	7
10 - Droit de propriété intellectuelle	7
11 - Pénalités	8
11.1 - Pénalités de retard	8
11.2 - Pénalité pour travail dissimulé	8
12 - Assurances	8
13 - Résiliation du contrat	8
13.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	8
14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	9
14 - Règlement des litiges et langues	9
15 - Clauses Techniques	9
15.1 - Contexte et objectifs	9
15.2 - Exécution de la prestation	10
15.3 - Logistique et organisation	10
15.4 - Actions en cours pour améliorer la situation	10
16 - Dérogations	11

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :
Pièce de théâtre interactive pour prévenir le sexisme et les violences sexuelles et sexistes dans le cadre de la démarche de lutte contre les violences Sexuelles et Sexistes mise en place à l'ENSAM, afin de sensibiliser les étudiant.es.

Cette sensibilisation est envisagée annuellement entre septembre et décembre.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Aix en Provence : 2, Cours des Arts et métiers, 13 617 AIX-EN-PROVENCE

Angers : 2 Boulevard du Ronceray, 49 035 ANGERS CEDEX 01

Bordeaux : Esplanade des Arts et Métiers - 33405 Talence

Chambéry : Savoie Technolac Le Bourget du Lac, 73375 Le Bourget du Lac Cedex

Châlons-en-Champagne : Rue Saint Dominique, 51006 Châlons-en-Champagne Cedex

Chalons sur Saône : 2 rue Thomas Dumorey, Chalons sur Saône

Cluny : Rue Porte de Paris, 71 250 CLUNY

Laval : LAVAL VIRTUAL CENTER - 1er étage -Rue Marie Curie -53 810 Changé

Lille : 8, Boulevard Louis XIV, 59 046 LILLE Cedex

Metz : 4, Rue Augustin Fresnel, 57 070 METZ

Paris : 151 Boulevard de l'Hôpital, 75 013 PARIS

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat

3 - Durée et délais d'exécution

3.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

3.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est 3 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

4 - Prix

4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

4.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont révisables annuellement à la date anniversaire de notification du marché.

Le candidat devra faire une demande écrite à l'ENSAM 2 mois avant la date de notification.

La clause limitative dite « de sauvegarde » s'applique :

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'opposer à une augmentation ainsi que de résilier l'accord-cadre, si l'application des nouveaux tarifs devait conduire à une augmentation du prix supérieure à 3 % par an. aux prix du BPU et aux prix proposés dans l'année.

5 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

6 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

7 - Modalités de règlement des comptes

7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

7.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19753472000010

7.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

7.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

8 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Adresse d'exécution : voir article 1.1

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

9 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution de l'accord-cadre.

10 - Droit de propriété intellectuelle

10.1 - Portée de la cession

Le titulaire cède au pouvoir adjudicateur, à titre exclusif, l'intégralité des droits patrimoniaux sur la pièce de théâtre réalisée dans le cadre du présent marché (ci-après la « **Création** »). Cette cession de droits comprend notamment :

- le droit de reproduction et d'utilisation pour quel que usage que ce soit, par quel que procédé que ce soit, sur tout support papier, numérique, magnétique, optique, vidéographique ou autre procédé connu ou inconnu au jour de la signature du présent marché ;
- le droit de représentation et diffusion, de tout ou partie, de quelle que façon que ce soit, sur quel que support et/ou réseau que ce soit y compris numérique, papier, audiovisuel, ou tout autre support connu ou inconnu à ce jour ;
- le droit d'adaptation, de modification, de correction, de développement, d'intégration, de réintégration ;
- le droit de faire usage de tout ou partie de la Création, à quel que titre que ce soit ;
- et, d'une manière générale, toutes les prérogatives patrimoniales de l'auteur, telles que prévues dans le code de propriété intellectuelle, sur sa création, notamment le droit d'agir en justice en cas de contrefaçon de la pièce de théâtre.

10.2 - Durée et territoire

La présente cession de droits sera effective dans le monde entier à compter de l'entrée en vigueur du marché et reste valide pour toute la durée légale de protection en matière de droit d'auteur prévue par la législation française, y compris les éventuelles prolongations légales futures.

10.3 - Garanties de l'auteur

Le titulaire garantit avoir la propriété de tous les droits patrimoniaux cédés par le présent marché.

Le titulaire déclare expressément que la Création cédée ne fait l'objet d'aucun autre contrat.

Le titulaire garantit que la Création est entièrement originale.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre tout trouble, revendication ou éviction susceptible de porter atteinte à la jouissance pleine et entière des droits cédés sur la Création.

Le titulaire garantit au pouvoir adjudicateur la mise à disposition de tous les documents techniques nécessaires à l'exploitation de la Création.

Le titulaire garantit qu'il fournira, à la demande du pouvoir adjudicateur, toute information nécessaire relative à la Création afin d'assurer la jouissance pleine et entière des droits cédés.

Le titulaire garantit qu'il fournira, à la demande du pouvoir adjudicateur, toute information nécessaire relative à la Création afin d'assurer la jouissance pleine et entière des droits cédés.

11 - Pénalités

11.1 - Pénalités de retard

Pénalités de retard

100 € par jour de retard de la remise du scénario.

500 € pour annulation de la prestation si non prévenu 1 semaine avant

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

11.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

12 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

13 - Résiliation du contrat

13.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

14 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

15 - Clauses Techniques

15.1 - Contexte et objectifs

Cette action de prévention, s'inscrit dans le plan d'action de lutte contre les violences sexuelles et sexistes (VSS), les discriminations et le harcèlement. La pièce de théâtre, élément clé de cette démarche, sera jouée sur l'ensemble des 8 campus de l'ENSAM, l'institut de Chambéry reflétant l'engagement de l'école dans une approche proactive et étendue de sensibilisation.

L'action se déploiera sur tous les campus de l'ENSAM pour assurer une couverture nationale de la campagne de sensibilisation pour les nouveaux étudiants, entre septembre et décembre ciblant les violences sexuelles et sexistes, le harcèlement et les discriminations.

L'ambition est double : informer et sensibiliser sur les enjeux du sexisme et des violences associées, dans le but de créer un environnement éducatif plus sûr et inclusif.

Définition du besoin

Il est nécessaire de concevoir une intervention théâtrale interactive et percutante, sous la forme d'une pièce de théâtre d'une durée de 1h30 à 2h, capable d'accueillir 60 à 70 participants par session.

Le contenu abordera des thèmes tels que le sexisme, le consentement, les différentes formes de harcèlement dont le cyberharcèlement, et le cadre légal entourant les violences sexuelles et sexistes.

Objectifs spécifiques : Favoriser l'expression sur des sujets souvent tabous, encourager une prise de conscience collective, et rappeler les dispositions légales en vigueur.

Approche : Écriture sur mesure pour refléter les réalités et problématiques spécifiques de l'ENSAM, basée sur des interviews préalables du public cible.

15.2 - Exécution de la prestation

Réalisation d'interviews de 8 à 10 étudiants représentatifs de la diversité étudiante de l'ENSAM. Écriture et validation : Développement du scénario et des séquences interactives, suivis d'un processus de validation collaborative.

Organisation des sessions de répétition pour les comédiens, incluant une répétition générale impliquant tous les intervenants.

La préparation inclura interviews, écriture du scénario, validations, et répétitions, avec une attention particulière à l'interaction avec le public étudiant.

Le scénario sera transmis 2 semaines avant la première représentation pour validation

15.3 - Logistique et organisation

Répartition des représentations sur les 8 campus de l'ENSAM et l'institut de Chambéry.

Technique : Spécification des besoins en équipement technique pour chaque site.

Calendrier : Planification précise des dates et horaires de représentation.

Adresses des Campus ENSAM :

- Paris : 151 bd de l'hôpital, 75013 PARIS
- Aix-en-Provence : 2, cours des Arts et Métiers, 13617 AIX-EN-PROVENCE
- Cluny : Rue Porte de Paris, 71250 CLUNY
- Châlons-en-Champagne : Rue Saint Dominique, BP 508, 51006 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE
- Angers : 2 boulevard du Ronceray, BP 93525, 49035 ANGERS Cedex 01
- Lille : 8 Boulevard Louis XIV, 59046 Lille Cedex
- Laval : LAVAL VIRTUAL CENTER - 1er étage -Rue Marie Curie -53 810 Changé
- Chambéry : Savoie Technolac, BP 50295, 73375 LE BOURGET DU LAC Cedex
- Bordeaux-Talence : Esplanade des Arts et métiers, 33405 TALENCE Cedex
- Metz : 4 Rue Augustin Fresnel, 57070 METZ

15.4 - Actions en cours pour améliorer la situation

L'ENSAM met en œuvre plusieurs initiatives visant à renforcer la sensibilisation et la prévention contre les violences sexuelles et sexistes, parmi lesquelles :

- Collaboration continue avec les associations étudiantes pour promouvoir les dispositifs de prévention lors d'événements festifs et de vie étudiante.
- Poursuite et expansion des actions de sensibilisation auprès des étudiants, avec l'introduction d'ateliers dédiés aux personnels.
- Amélioration de la communication sur les dispositifs de soutien existants, l'outil d'autoformation, et les informations générales sur les VSS.
- Intégration d'un dispositif de signalement spécifique sur le site, l'intranet et l'application Arts et Métiers.
- Lancement d'une enquête sur les VSS auprès des usagers en 2023 et 2024 et du personnel en 2024.

Pour plus d'informations sur les engagements de l'ENSAM contre les violences sexistes et sexuelles, visitez notre site :

[Arts et Métiers s'engage contre les violences sexistes et sexuelles | Arts et métiers \(artsetmetiers.fr\)](https://artsetmetiers.fr)

16 - Dérogations

- L'article 9 du CCP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 11.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services